La terreur d’État en Argentine et en Uruguay

En ce temps-ci, où le Goulag devient planétaire, parler de la répression est une tâche monotone et terrible. Des gibets de l'Iran aux asiles psychiatriques en U.R.S.S. tous les moyens possibles et imaginables sont mis au service de la raison d'État pour anéantir la révolte, pour affirmer la domination et l'exploitation. À l'époque des multinationales, les écoles de torture sont internationales et les polices ont aboli – pour elles et seulement pour elles – les frontières.
Dans la zone sud de l'Amérique Latine un nouveau nazisme prend forme et se développe sous le regard bienveillant des États-Unis. Le coup d'État militaire fasciste de Pinochet fut préparé par la C.I.A. Dans un style moins spectaculaire au début mais de plus en plus violente, la répression en Argentine et en Uruguay commence à dépasser celle du Chili.

Au moment du dernier coup militaire en Argentine – le 24 mars 1976 – on parle officiellement de 4 000 prisonniers politiques. Six mois plus tard, on les calcule entre 25 et 30 000. Ces emprisonnés sont dans des conditions de détention épouvantables dues à l'encombrement des prisons, au fait que depuis novembre 1975 plusieurs prisons sont dans la juridiction militaire, à la pratique courante de la torture et à l'application de la « ley de fugas » [[Loi autorisant à tirer à vue sur un prisonnier en fuite, qui sert d'alibi à de nombreuses liquidations.]]. En même temps le climat général, économique, social et politique se dégrade constamment. L'inflation monstrueuse, une politique économique propre aux classes supérieures et le contrôle policier des mouvements de protestation se développent en même temps que la terreur d'État et que la revendication idéologique d'un certain nazisme.

À l'égal de ce qui s'est passé au Guatemala, la séquestration et l'assassinat sont une entreprise politique réglée

soigneusement [[Au Guatemala on estime que 15 000 personnes ont été tuées de cette façons entre 1970 et 1975 (Amnesty Inter.).]]. On évalue à 2 000 les assassinats politiques commis par les A.A.A. entre 1973 et 1975. Aujourd'hui les 3 A n'agissent plus sous ce sigle et la technique a un peu changé. Jusqu'à l'année dernière la séquestration était suivie de l'apparition du cadavre, souvent susceptible d'être reconnu. Actuellement, après la séquestration, le silence absolu ; de temps en temps, des piles de cadavres non identifiables sont trouvées. On pense qu'en réponse aux actions de la guérilla ces cadavres sont le résultat de l'exécution de prisonniers-otages. Les groupes chargés de cette besogne opèrent dans la plus grande impunité : ils sont formés par des gens de l'extrême-droite, policiers et militaires, ils conservent des rapports hiérarchiques entre eux et ne cachent pas trop leur appartenance aux corps armés de l'État [[Voir la brochure *Un témoignage*. Corruption dans l'armée et la police uruguayenne. Édité par le Comité de défense des prisonniers en Uruguay, 67 rue du Théâtre, Paris 15^{e}.]]. Ils se promènent dans la ville dans des Ford Falcon, en civil et avec des armes longues ; les perquisitions ont lieu aussi bien de jour que de nuit, les logements étant saccagés et pillés. Non seulement la personne recherchée est emmenée, mais d'autres membres de sa famille et parfois tous ceux qui s'y trouvaient [[**I.** Le 14 août 1975, les parents, frère et soeur de Mariano Pujals (un guérillero tué en 1972) furent enlevés de leur domicile et exécutés. Leurs corps furent ensuite détruits à la dynamite. Amnesty International. Rapport annuel 1975-1976, p. 84.

II. Dans la nuit du 14 au 15 juillet dernier, vers les trois heures du matin, un groupe d'hommes armés se présenta au domicile de la famille Tarnopolskv, sis au numéro 2600 de la Rue Pena, à Buenos Aires. Supposément munis d'un mandat d'arrestation contre la jeune fille Bettina, étudiante de 15 ans, les hommes armés firent d'abord sauter la porte à l'aide d'une bombe, puis pénétrèrent dans la maison. Comme la jeune étudiante ne s'y trouvait pas, puisqu'elle était allée dormir

chez sa grand-mère, ils prirent comme otages ses parents qui n'avaient pourtant jamais milité dans aucun parti politique, et les emmenèrent de force sans même leur permettre de prendre avec eux du linge chaud pour se protéger du froid d'hiver. Ils les obligèrent alors à les conduire au domicile de la grand-mère, où se trouvait Bettina, ainsi que chez leur fils aîné qui effectuait alors son service militaire et qui ne se trouvait pas chez lui ce soir-là, étant donné que les troupes avaient été consignées dans leurs casernes. Néanmoins, ils emmenèrent son épouse Laura Tarnopolsky. Les trois domiciles furent fouillés de fond en comble par le groupe armé qui non seulement détruisit de nombreux effets personnels mais s'empara de plusieurs objets de valeur. Les cinq personnes, y compris le fils aîné Sergio, ont depuis lors disparues et on est sans nouvelles d'elles. Les multiples démarches effectuées par la famille auprès du ministère de l'Intérieur, le recours d'Halbeas Corpus présenté devant différents tribunaux ainsi que les recherches entreprises par la Chambre argentine de l'industrie chimique n'ont donné aucun résultat et aucune de ces personnes n'est réapparue.]].

Étant donné que la finalité de ces procédés est intimidatoire, terroriste, ils ne s'exercent pas seulement sur les militants syndicaux ou politiques et leurs proches, mais aussi sur les couches intellectuelles de la bourgeoisie libérale, par exemple et très spécialement les avocats qui ont osé défendre les prisonniers, des psychiatres et psychologues (il y a une liste de 10 disparus), des journalistes, etc.

Les bandes nazi-fascistes affichent publiquement leur idéologie. Dans les rues de Buenos Aires est apparue la vieille littérature nazie et commence la persécution des Juifs. La persécution idéologique a pris une telle ampleur que les gens détruisent spontanément tous les livres en rapport, si lointain soit-il, avec le marxisme, la révolution et même Freud, considéré subversif par les nouveaux maîtres [[Il est significatif du climat idéologique réactionnaire, moyen-âgeux,

la persécution dirigée sur les sciences sociales, en particulier la psychologie et la psychanalyse, considérées subversives et contraires à la morale, la famille et la patrie. Un exemple : tous les patients en « psychothérapie de groupe » doivent être déclarés au commissariat du quartier. Les Centres de Santé Mentale ont été démantelés et on leur applique la « Loi de Sécurité » qui permet de faire cesser immédiatement dans ses fonctions tout employé soupçonné de non-conformisme idéologique.]].

L'agitation ouvrière fut très importante pendant les dernières années, malgré le niveau de corruption atteint par la bureaucratie syndicale, jamais égalé dans le pays, et leur compromission politique avec le péronisme officiel. Le contrôle est très sévère et les grèves sont interdites : cependant. quelques grèves très importantes se développent, telles que celles de Luez et Fuerza (électricité) dans les mois derniers. De plus en plus le sabotage devient une technique d'action, surtout dans l'industrie automobile.

Des centaines de milliers de réfugiés latino-américains sont gravement menacés. Un exemple parmi d'autres : le 21 mai on a découvert les corps mutilés de 5 Chiliens.

Dans les six mois derniers, la collusion entre la police uruguayenne et argentine a permis l'action de commandos « mixtes », – de militaires et policiers, uruguayens et argentins – qui opèrent sur les deux rives du Rio de la Plata. Ceci a permis l'assassinat ou la séquestration d'une centaine de militants de la R.O.E. (Résistance Ouvrière-Etudiante), la plupart exilés en Argentine. En ce qui concerne l'Uruguay le nombre de prisonniers politiques dépasse les 6 000, proportion énorme compte tenu du fait que la population du pays est de 2 millions et demi d'habitants. Devant une situation de récession économique et de forte inflation – comme partout en Amérique Latine, sauf le Venezuela – le dépeuplement est grand et les forces armées, qui sont devenues pendant les dernières années des forces d'occupation, ont expulsé du pays un demi-

million d'habitants. Cette migration économique et politique s'acheminait généralement vers l'Argentine.

Nous avons déjà dit que la répression a durement frappé ces derniers temps les camarades de la R.O.E. Cette organisation fut créée en 1968 par des camarades de la F.A.U. (Fédération anarchiste Uruguayenne) pour faire face à la dictature, après la suppression de toutes les organisations politiques de gauche (1967 : décret qui ordonne la dissolution de la F.A.U., du Mouvement Révolutionnaire Oriental, du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, Mouvement d'Action Populaire Uruguayenne et Parti Socialiste).

Entre septembre 1975 et avril 1976, la R.O.E. publiait et faisait circuler en Uruguay *7a Semana* (hebdomadaire) et *En pocas palabras* (En quelques mots), ce dernier avec un contenu plus agitateur, ainsi que le *Boletin de la Résistencia*.

Dans le courant du mois de juillet, un commando de policiers et militaires séquestra à l'intérieur de l'Ambassade du Venezuela l'institutrice Elena Quinteros de Diaz, militante de la R.O.E. Quelques jours après, fin juillet, de nombreux militants syndicaux de l'entreprise Funsa-Firestone, de la Banque d'Assurances et d'autres lieux de travail furent détenus et torturés.

Peu après le coup militaire en Argentine, le 28 mars, trois militants de la R.O.E. furent détenus quand ils essayaient de passer la frontière. A la même époque furent séquestrés à Buenos Aires Telba Juarez, Eduardo Chizzola et Ary Cabrera (R.O.E.). On retrouva les corps des deux premiers, criblés de balles, dans les rues de Buenos Aires. Des cadavres qui ne purent pas être identifiés, avec des traces d'atroces tortures, commencèrent à apparaître sur les côtes uruguayennes.

Le 8 juin fut détenu, à son domicile, à Buenos Aires, Gerardo Gatti, 46 ans, qui avait été militant des Arts Graphiques de

Montevideo et l'un des fondateurs et animateurs de la F.A.U. entre 56 et 67, époque à laquelle la F.A.U. entre dans la clandestinité. Il participa à la fondation de la centrale unitaire Convention Nationale de Travailleurs (C.N.T.), fut membre du secrétariat et militait dans la tendance libertaire minoritaire.

Gatti avait collaboré aussi à plusieurs publications anarchistes : *Lucha Libertaria* [[Au moment de la création de la F.A.U., en 1956, le journal anarchiste *Voluntad* devint son porte-parole avec le nom de *Lucha Libertaria* mais en gardant l'ancienne numérotation.]] (périodique) et *Rojo y Negro* (revue) ainsi qu'aux *Lettres de la Fau* qui circulaient même après la dissolution publique de cette organisation. Il avait été le directeur du journal *Epoca* jusqu'à sa suppression (par décret) et fut un des fondateurs de la R.O.E. En application des « Mesures Spéciales de Sécurité » fut détenu en 1970. Emprisonné et torturé à plusieurs reprises, il s'était exilé en Argentine en 1973.

Le 15 juin, une semaine après son arrestation, les autorités argentines informèrent le Juge que Gerardo Gatti n'était pas emprisonné en Argentine.

Le 20 juin fut détenu Enrique Rodriguez Larreta, journaliste, militant de la R.O.E., pendant qu'il circulait dans le centre de Buenos Aires. Il ne fut pas retrouvé, et quelques jours plus tard, pendant qu'ils réalisaient des démarches pour essayer de le retrouver, sa femme et son père furent séquestrés. Dès lors, on n'a plus eu de nouvelles d'eux.

Dans la nuit du 13 au 14 juillet on perquisitionna plusieurs logements de réfugiés uruguayens. Parmi les nombreux détenus se trouvaient : Léon Duarte, ancien militant de la F.A.U., membre de la R.O.E., militant ouvrier de l'industrie du caoutchouc, fondateur de la C.N.T.U. et membre du secrétariat ; José Félix Diaz (mari de l'institutrice séquestrée à l'Ambassade du Venezuela à Montevideo) ; Margarita Michelini

[[Fille du sénateur uruguayen Zelnar Michelini, qui fut séquestré à Buenos Aires avec le président de la Chambre de Députés Uruguayenne, Hector Gutierrez Ruiz. Leurs corps criblés de balles furent retrouvés le 21 mai ainsi que les cadavres de 2 autres réfugiés uruguayens.]] ; Raul Altuña – tous militants de la R.O.E. et deux enfants âgés de 18 mois et de 20 jours.

Pendant la deuxième quinzaine du mois d'août, Washington Ferez – actuellement exilé en Suède – publia un témoignage qui parut dans la presse bourgeoise de plusieurs pays d'Europe, dénonçant les méthodes employés par l'armée et la police.

W. Perez, ancien ouvrier du caoutchouc, qui travaillait comme vendeur de journaux depuis deux ans, à Buenos Aires. fut séquestré pour servir d'intermédiaire, dans un plan supposé d'extorsion de fonds à la R.O.E. Entre juin et juillet il voit vivants Gatti et Duarte, tous les deux présentant des signes évidents d'avoir été sauvagement torturés.

Début octobre, de nouvelles arrestations ont été effectuées en Argentine et on connaît les noms de 22 camarades, militants de la R.O.E.

Un autre groupe de camarades et deux enfants furent tués dans le siège d'une maison, après 12 heures de lutte dans laquelle l'armée intervint avec armes lourdes.

De la centaine de militants dont on a parlé plus haut, on sait jusqu'à présent qu'environ 12 sont morts, et plus ou moins 20 commencent à apparaître entre les mains de la police uruguayenne. Des autres, on est sans nouvelles.

Un autre groupe de camarades anarchistes uruguayens qui en 1956 faisaient partie de la F.A.U. – jusqu'à une scission survenue en 1964 – constituaient depuis 1955 le noyau central d'une communauté de vie et de travail installée à Montevideo. Cette communauté qui avait l'une des imprimeries les plus importantes de la ville, subit une répression constante

jusqu'à l'écrasement total.

Après d'innombrables perquisitions, et la détention par périodes plus ou moins prolongées de la totalité des adultes – dont plusieurs brutalement torturés – et l'impossibilité d'utiliser l'imprimerie, qui était leur seul moyen de vie. la Communauté du Sud se vit contrainte à s'exiler. Quelques-uns se sont installés au Pérou, d'autres réussirent à sortir avec l'aide d'Amnesty International vers l'Europe. Un autre groupe (7 personnes) lié aussi à la communauté, moins chanceux, passa en Argentine. Ils y furent arrêtés et torturés et sont emprisonnés depuis un an.

La diffusion de ces informations a pour nous deux finalités fondamentales : l'une c'est de participer à l'œuvre de solidarité internationale indispensable â la lutte que mènent les camarades de l'Amérique Latine. L'autre c'est d'appeler tout le mouvement anarchiste européen à réfléchir sur les menaces impliquées dans le futur immédiat d'une société libérale avancée qui cache sous un voile de pudeur la force inhérente à l'État et le capital et à laquelle les classes dominantes feront appel dès qu'elles verront en danger leurs prérogatives économiques et politiques.

Syrs

Dans le prochain numéro de *La Lanterne Noire* nous espérons pouvoir présenter un exposé des positions idéologiques et stratégiques de la R.O.E. et de son évolution depuis les origines de la F.A.U. Nous donnerons aussi une information plus complète sur la Communauté du Sud, de Montevideo.